

Des scientifiques et des ONGs critiquent les projets de financement de la Recherche de la Commission Européenne

29 Juin 2011 – Dans une lettre ouverte envoyée aujourd'hui au Président et à certains membres de la Commission Européenne, aux eurodéputés ainsi qu'aux représentants des Etats Membres de l'Union Européenne, **98 organisations de chercheurs et de la société civile de toute l'Europe s'alarment de ce que les projets préparatoires de la Commission pour le prochain programme-cadre pour le financement de la recherche (2014-2020) ne permettent pas de relever les défis que les sociétés européennes doivent affronter aujourd'hui, et en appellent à un programme de recherche qui soit orienté en fonction des besoins de la société et de l'environnement plutôt que des intérêts des grandes entreprises.**

Aujourd'hui, la Commission Européenne a publié ses propositions pour le budget post-2013 de l'Union Européenne, le cadre financier pluriannuel, qui prévoit une hausse massive du budget du prochain programme-cadre pour la recherche de l'Union Européenne avec un budget qui devrait être porté à environ 100 milliards d'euros, soit plus de deux fois celui du programme-cadre actuel (FP7).

Mais accroître un budget et améliorer une politique sont deux choses différentes.

Les signataires, une coalition de chercheurs (Scientists for Global Responsibility, European Network for Scientists for Social and Environmental Responsibility, Estonian University of Life sciences...) et d'organisations de la société civile (Bureau Européen des Unions de Consommateurs, Fondation Sciences Citoyennes, Les Amis de la Terre Europe, Statewatch, Women in Europe for a Common Future...) craignent que la priorité excessive accordée à la compétitivité par l'UE ne se traduise dans le prochain programme-cadre par une prédominance des recherches d'inspiration commerciale, au détriment des recherches fondamentales et répondant aux besoins de la société.

(citation de la lettre) *“Les programmes de recherche qui ont pour priorité le profit et les parts de marché sont incapables de répondre aux défis sociaux et environnementaux que l'Europe doit affronter précisément parce que ces défis nécessitent que soient trouvées des alternatives aux modèles de développement basés sur une croissance rapide et des profits élevés”.*

La proposition de la Commission aggraverait le biais existant en faveur des grandes entreprises dans le programme de recherche “FP7” actuel de l'Union Européenne, où l'on a vu de grandes entreprises et leurs groupes de pression parvenir à influencer les programmes de recherche à leur profit et ainsi capter les financements publics associés.

L'enjeu est absolument stratégique. Répondre aux défis posés par les injustices sociales, économiques et environnementales, l'effondrement de la biodiversité, les changements climatiques, la raréfaction des ressources, la nécessité d'évoluer vers une société à faible intensité de carbone, les enjeux de santé publique etc. suppose que l'UE distancie substantiellement ses politiques de recherche et d'innovation de l'axe exclusif “compétitivité” mis en avant par les grandes entreprises. Aujourd'hui plus que jamais, les recherches et l'innovation publiques sont nécessaires pour créer les savoirs et les solutions concrètes qui permettront de répondre aux défis que l'Europe doit affronter. Laisser les grandes entreprises pirater cet effort serait un échec sévère pour l'UE, et un inacceptable gaspillage de fonds publics au beau milieu d'une grave crise économique.

(Citation de la lettre) *“Les recherches qui feront de l'Europe (et du monde) un lieu plus durable, plus sain et plus paisible doivent être financées en priorité par rapport aux recherches qui aboutissent à des produits commercialisables”.*¹

Par cinq recommandations, les signataires appellent l'Union Européenne à :

¹ Link to the Joint Open Letter on the Common Strategic Framework for EU Research and Innovation Funding: <http://haieurope.org/wp-content/uploads/2011/06/29-June-2011-Joint-Open-Letter-Common-Strategic-Framework.pdf>

- Dépasser le mythe selon lequel seules des techniques complexes et coûteuses pourraient créer des emplois et susciter le bien-être;
- Adopter une définition de l'innovation qui inclue des projets de recherche adaptés à leur contexte local, et pertinents socialement;
- Établir un processus de décision pour l'attribution des financements de recherche qui soit démocratique, participatif et responsable, exempt de conflits d'intérêts et de domination par l'industrie;
- Baser ses décisions sur une expertise qui soit indépendante des intérêts commerciaux, et permette une représentation équilibrée de toutes les parties prenantes;
- Garantir que les résultats des recherches financées par les fonds publics soient ouvertement accessibles à la société dans son ensemble.